



Conférence de presse OMC de l'USP du 26 novembre

Le moment est venu de prendre un nouveau départ

Exposé de Hansjörg Walter, président de l'Union suisse des paysans (la version orale fait foi)

Après une longue période de stagnation des négociations de l'OMC, quelque 30 ministres du commerce ont réitéré lors d'une rencontre informelle en Inde, au début du mois de septembre passé, leur souhait de conclure d'ici 2010 les négociations OMC du cycle de Doha. Ce n'est pas la première fois que les ministres manifestent leur volonté de faire aboutir les négociations. Mais on peut fortement douter à l'heure qu'il est que ces intentions – abaissement des droits de douane et ouverture des marchés – soient suivies d'actes concrets. La faible motivation des pays impliqués à faire des compromis montre que la conclusion du cycle de Doha n'est pas pour eux une question urgente.

Comme l'a mentionné notre directeur, le cycle de Doha a démarré en tant que cycle de développement et devrait avant tout procurer aux pays plus pauvres des conditions spéciales. Aujourd'hui, l'accent s'est déplacé vers les pays émergents tels que la Chine, le Brésil et l'Inde. L'absence de percée montre que les problèmes sont profonds et ont été encore accentués avec la crise économique. En contradiction avec les règles de l'OMC, de multiples pays ont pris des mesures protectionnistes, pas essentiellement en faveur de leur agriculture, mais aussi et surtout dans le secteur de l'industrie.

L'agriculture suisse est essentiellement affectée par le problème du démantèlement de la protection à la frontière. La proposition actuelle prévoit trois bandes douanières qui doivent subir des réductions variables, mais en moyenne à hauteur de 54 pour cent. Le capping a fixé qu'aucune taxe de douane ne devrait dépasser le 100 % de la valeur des biens. Les exceptions tolérées pour les produits sensibles, mais qui peuvent représenter tout au plus le 6 % des positions douanières, doivent être compensées par un élargissement des contingents douaniers dans d'autres domaines.

Nous nous élevons résolument, dans les négociations, contre la proposition actuelle relative à l'accès au marché. Il n'est pas suffisamment tenu compte de la diversité des structures douanières et des sensibilités des pays impliqués. L'USP s'oppose à la diminution radicale des protections douanières et au « capping », qui exige des importateurs nets de produits alimentaires une contribution disproportionnée. Dans le projet en question, le prix à payer pour les exceptions concernant les produits sensibles est trop élevé. Nous sommes tout à fait opposés à une conclusion du cycle de Doha dans les conditions actuelles et au niveau de libéralisation dans le secteur agricole tel qu'il est proposé aujourd'hui. Le Conseil fédéral lui-même déclare que le prix à payer par l'agriculture suisse est très élevé et que, d'après les calculs de l'Office fédéral de l'agriculture, environ un tiers des exploitations seraient menacées par un accord à l'OMC. Des calculs de l'Union suisse des paysans montrent que les pertes seraient encore nettement plus élevées et que l'agriculture perdrait plus de la moitié de sa valeur de production, ce qui remettrait foncièrement en question l'avenir de l'agriculture en Suisse. Aucune mesure d'accompagnement ne peut entièrement compenser ces pertes de revenu. Résultat à prévoir : un abandon massif de la production agricole.

D'un autre côté, tout le monde s'accorde à reconnaître, et l'Union suisse des paysans aussi, que le subventionnement des exportations fausse les prix sur les marchés agricoles internationaux. C'est aussi l'une des principales raisons pour lesquelles le dossier agricole a été intégré dans le cycle d'Uruguay. Lors de la conférence ministérielle de Hongkong, en décembre 2005, il avait été convenu que les subventions à l'exportation seraient supprimées à l'horizon 2013.

La seule conclusion à tirer des propos de notre directeur et de mes propres considérations est, pour l'Union suisse des paysans, que le cycle de Doha doit mettre les choses à plat et revenir à la case de départ en tenant compte aussi des développements actuels : lutte contre la faim dans les



pays en développement, multifonctionnalité de l'agriculture supposant une production écologiquement, économiquement et socialement durable, et le droit de chacun à agencer sa propre politique agricole répondant aux besoins de la population locale, autrement dit à la souveraineté alimentaire. Pour moi, il est inacceptable que l'OMC agisse en solo au lieu de prendre en compte les objectifs essentiels de la FAO.

Afin de ne pas rester là les mains vides et de désamorcer le problème majeur du commerce agricole international, il faut, à titre de démarche intermédiaire, mettre en œuvre l'Accord de Hongkong et supprimer les subventions à l'exportation. Cela aussi nous demande encore pas mal d'efforts, alors que nous avons déjà fait beaucoup de progrès. En effet, en instituant la Politique agricole 2011, nous avons supprimé les subventions à l'exportation. Il nous faudrait encore trouver un autre système valable pour remplacer celui consistant réduire le prix de la matière première en faveur de l'industrie alimentaire (loi chocolatière).

Nous constatons depuis un certain temps que le résultat des négociations est actuellement si loin de nos conceptions qu'il ne vaut plus la peine de demander des corrections fines. Ce qu'il faut maintenant, c'est un nouveau départ, un nouveau concept. Comme nous mettons peu d'espoir dans notre délégation, nous essaierons, conjointement avec la Confédération paysanne européenne et d'autres alliés dans le monde entier, de convaincre l'OMC de la nécessité de ce nouveau départ qui - nous en sommes persuadés - rétablirait sa crédibilité.

Text: www.sbv-usp.ch